

notes intéressantes au sujet des débats qui eurent lieu à l'époque. Il n'y avait pas de hansard à ce temps-là; toutefois, les arguments des défenseurs de la laine et de la toile ressemblent étrangement à ceux qu'on entend aujourd'hui. Ils affirmaient, bien entendu, que l'honnête ouvrier anglais ne voulait sûrement pas porter des cotonnades importées et bon marché, mais préférerait se vêtir de bons lainages anglais et de bonnes toiles irlandaises. Peu importait si les moyens de se procurer ces étoffes faisaient défaut. Les intéressés signalaient ensuite que la laine et la toile constituaient la pierre angulaire de l'agriculture britannique et que la concurrence de ces cotonnades à prix modique ruinerait l'économie britannique.

On a réussi à démontrer la fausseté de leurs arguments; l'opinion publique s'étant soulevée, on a relâché les interdictions en 1736, et révoqué entièrement l'interdiction, en 1760. Seize ans plus tard, Adam Smith, dans une allocution prononcée à l'Université d'Edimbourg, qualifiait la mesure de "moyen mesquin et méprisable en vue de nuire aux échanges commerciaux naturels." Il a alors prédit qu'elle échouerait. A mon sens, Adam Smith aurait employé des expressions encore plus fortes s'il eût pensé que 200 ans plus tard, le parlement canadien, qui n'a apparemment rien appris de l'histoire, aurait recours à ce moyen mesquin et méprisable.

L'argument le plus frappant est évidemment d'ordre social. Pour parler net, il se trouve au pays plusieurs catégories de gens qui n'ont pas les moyens de payer le beurre 73c. la livre. Je pense ici à ceux qui touchent une pension de vieillesse, aux pensionnés de guerre, aux retraités ainsi qu'aux familles nombreuses dont le chef gagne peu. Tous ces gens ont quand même besoin de matière grasse soluble et des vitamines que renferment et le beurre et l'oléomargarine. La classe moyenne a les moyens d'acheter un peu de beurre, mais pas autant qu'en exige un régime alimentaire bien équilibré. Or voici ce que l'industrie laitière canadienne leur dit: "Si vous ne pouvez acheter de beurre, vous vous en passerez. Dans l'intérêt du pays, mieux vaut que vous vous en passiez que de pouvoir vous procurer de la margarine."

Ce ne sont pas tous les consommateurs du pays qui souffrent de cette interdiction de l'oléomargarine. Elle n'atteint qu'un seul petit groupe: les pauvres et les petits salariés. Il n'en faut pas plus pour qu'elle mérite la réprobation de tout homme conscient de ses responsabilités sociales. Elle révèle, entre autres choses, qu'une certaine industrie est moins humanitaire que cet autocrate de Napoléon III

qui a, du moins, cherché à soulager la misère des pauvres et des déprimés à la suite d'une pénurie de beurre.

Il y a un an, notre grande sœur l'Union Sud-Africaine, en présence du même problème, a institué un plan d'assistance d'Etat afin de faciliter la production de la margarine. Ce plan est exposé de façon parfaite dans *Farming in South Africa*, brochure officielle du ministère de l'Agriculture de l'Union Sud-Africaine qu'on peut se procurer à la bibliothèque du ministère de l'Agriculture. Dans le numéro de janvier que je recommande à l'attention du ministre de l'Agriculture se trouve un intéressant article où il est expliqué pourquoi, en face de conditions semblables aux nôtres, c'est-à-dire d'une pénurie de beurre au cours de l'année et d'un faible approvisionnement d'huiles comestibles, l'Union Sud-Africaine décida d'encourager la production de l'oléomargarine. Ce rapport gouvernemental se termine sur un paragraphe que je crois bon de consigner au compte rendu. Il y est noté, en ce qui concerne la margarine:

L'industrie laitière s'est toujours opposé et s'oppose encore à sa fabrication. Elle ne semble pas se rendre compte que le bien-être national doit passer avant les intérêts particuliers. On ne trouve pas en ce moment suffisamment de beurre pour satisfaire la puissance d'achat du pays, pour ne pas parler de ses besoins alimentaires. Même si l'on augmente la production de beurre dans une mesure suffisante pour satisfaire aux besoins de ceux qui peuvent en acheter, il restera toujours un grand nombre de personnes dont les salaires seront insuffisants pour le leur permettre, quel qu'en soit le prix. La fabrication de la margarine tend à combler l'écart existant actuellement entre la production et la demande de beurre, et à satisfaire aux besoins alimentaires des catégories inférieures de salariés, en vue d'améliorer leur santé et leur capacité de travail.

Quelle magnifique attitude a adoptée là cet autre dominion!

Depuis un an, la situation existant à l'égard de la margarine a pris un tour nouveau, du point de vue international, grâce à deux événements: les accords commerciaux de Genève, d'une part, et l'éventuelle entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, de l'autre. Les pays démocratiques du moins ont salué avec raison les accords commerciaux de Genève, qui, à leurs yeux, représentent un immense progrès du point de vue de la compréhension internationale et de la disparition des barrières entre les nations, ce qui encouragera les échanges commerciaux et stimulera le redressement mondial. Il n'est pas un pays dont l'intérêt soit plus lié au succès de ce programme que le Canada, tributaire dans une si large mesure des marchés étrangers. On n'est arrivé à conclure ces accords, bien en-